



bilan 2022



forumSAT
SYSTÈMES ALIMENTAIRES TERRITORIAUX

Préambule



Enracinés localement, les systèmes alimentaires sont un élément clef pour la résilience du Québec face aux défis écologiques et sociaux. Ils sont aussi une composante essentielle dans la reconnaissance du droit à l'alimentation. Heureusement, partout au Québec, du producteur aux consommateurs, de plus en plus d'acteurs semblent décidés à contribuer au déploiement de systèmes alimentaires territoriaux (SAT) durables et inclusifs. En novembre 2022, ils étaient près de 400 à se réunir dans le cadre du tout premier Forum SAT au pays, démontrant une nouvelle fois combien la collaboration et l'intelligence collective sont sources d'innovations essentielles pour la sécurité et l'autonomie alimentaires. Pendant deux jours, grands réseaux provinciaux, concertations locales et régionales, instances publiques et locales, organisations communautaires, centres de recherche et initiatives innovantes ont croisé leurs expériences, brassé leurs idées et coconstruit des pistes d'actions. Afin de maximiser la diffusion de ces bonnes idées, nous dressons ici un bilan de l'évènement, depuis les objectifs qui ont abouti à sa création jusqu'aux perspectives pour les années à venir, en passant par les analyses et propositions qui ont découlé des discussions. De quoi prolonger le mouvement et rester mobilisés!

Table des matières

Préambule	1
Le Forum SAT : une démarche collaborative	3
Les origines	3
Les objectifs	4
Les activités préparatoires	4
Le Forum SAT 2022	5
Un Forum inclusif	6
La programmation du Forum	7
Les constats de la tournée des régions	8
Retour sur les ateliers thématiques	10
Gouvernance alimentaire territoriale : trois démarches inspirantes	15
Dialogue avec les instances publiques	17
Regard analytique d'un chercheur	18
Délibération finale et engagements des partenaires	18
Les retombées et les suites du Forum SAT	20
Les priorités pour 2023	21
Remerciements	22

Le Forum SAT : une démarche collaborative

Les origines



Depuis quelques années, les collectivités à travers le Québec sont témoins d'une effervescence d'initiatives dans le domaine agroalimentaire. Diverses activités ont émergé pour favoriser l'accès alimentaire de proximité et assurer une plus grande souveraineté et autonomie alimentaire dans les différents territoires et régions du Québec. En 2020, l'arrivée de la COVID a mis les enjeux de la sécurité alimentaire et de la production locale au premier plan. Cette situation d'urgence a suscité la mise en place d'initiatives agroalimentaires qui se sont distinguées par leurs divers mécanismes de survie et d'adaptation en réaction à la crise. Malheureusement, les synergies entre l'ensemble de ces initiatives tardaient à s'organiser. Souvent l'arrimage entre des actions territoriales et des actions sectorielles ne se réalisait pas.

La crise de la COVID a permis une meilleure reconnaissance de l'importance de l'accès à une alimentation saine, locale et durable pour tous et toutes. Cet accès s'impose aujourd'hui comme une priorité collective au Québec.

C'est dans ce contexte que le Forum SAT a répondu à un besoin de créer un espace pour accélérer les apprentissages mutuels et les collaborations entre les divers réseaux et expertises, et ainsi être mieux préparé devant d'éventuelles situations de crise. À travers une démarche inclusive, le Forum SAT contribue à augmenter la capacité des collectivités locales et des régions de se doter de véritables systèmes alimentaires territoriaux pérennes et équitables.

À l'initiative de quelques organismes qui forment aujourd'hui le comité de coordination – le Conseil du Système alimentaire montréalais (Conseil SAM), REGAL+ Laurentides, Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS) et Vivre en Ville –, la démarche du Forum sur les systèmes alimentaires territoriaux a été créée en 2021 et une équipe de travail a été formée au début de l'année 2022. Un comité avisé a ensuite été créé et rassemble plus de 25 partenaires qui s'intéressent au développement des SAT et souhaitent soutenir et participer à la démarche.

La démarche du Forum SAT s'est ainsi coconstruite avec le soutien des partenaires. Dans un objectif de renforcer les systèmes alimentaires territoriaux partout au Québec, il était primordial de mobiliser des acteurs des différentes composantes des systèmes alimentaires (production, transformation, distribution, consommation, gestion des matières résiduelles) provenant de plusieurs régions du Québec. La composition du comité avisé¹ reflète cette préoccupation et réunit :

- 1) des réseaux nationaux qui regroupent des acteurs régionaux travaillant sur des enjeux qui touchent l'alimentation;
- 2) des systèmes alimentaires ancrés dans leur territoire;
- 3) des centres de recherche qui travaillent sur des problématiques en lien avec l'alimentation;
- 4) des organisations qui soutiennent et accompagnent les initiatives en alimentation.

Les objectifs

Le Forum sur les systèmes alimentaires territoriaux se voulait, dès le départ, un espace de mobilisation et de collaboration des acteurs et des réseaux en faveur de la mise en place de SAT. Les objectifs de la démarche proposés par le comité de coordination et entérinés par le comité aviseur en février 2022 sont de :

- **mobiliser** les acteurs provinciaux et territoriaux et **renforcer la collaboration** des réseaux et des partenaires en faveur de la mise en place de SAT sur tout le territoire du Québec;
- identifier des stratégies et se doter collectivement d'**outils** permettant de déployer des SAT sur tout le territoire du Québec (adaptés aux réalités et à l'état d'avancement de chaque SAT);
- construire une **vision commune** des SAT;
- engager les acteurs dans un **mouvement** pour le déploiement de SAT.

Ces objectifs restent au cœur de la poursuite de la démarche du Forum SAT en 2023 et guident les priorités qui ont été identifiées pour définir notre plan d'action.

Les activités préparatoires

De mars à octobre 2022, une série d'activités préparatoires ont été déployées, abordant notamment des enjeux spécifiques aux SAT.

Deux **groupes de travail** ont été créés pour approfondir les enjeux identifiés avec les partenaires et préciser les conditions de réussite du déploiement des SAT partout au Québec :

- > la gouvernance territoriale des SAT;
- > le droit à l'alimentation;
- > quelques partenaires se sont rassemblés pour amorcer une discussion sur le financement des initiatives agroalimentaires.

Des **événements préparatoires** ont été organisés par nos partenaires afin de mettre de l'avant les modèles



inspirants et proposer des outils nécessaires à assurer la pérennité des SAT :

- > Entreprendre collectivement en alimentation : ancrer, pérenniser, transformer – organisé par le TIESS les 22 et 23 mars 2022;
- > Forum des communautés nourricières – organisé par Vivre en Ville le 24 mars 2022;
- > Sommet sur l'approvisionnement institutionnel en aliments locaux dans la MRC d'Arthabaska – organisé par le Centre d'innovation sociale en agriculture (CISA) le 3 juin 2022 à Victoriaville;
- > Rendez-vous sur l'alimentation scolaire – organisé par le Chantier pour un programme universel de saine alimentation scolaire au Québec le 20 juin 2022 à Montréal et le 6 octobre 2022 au Saguenay-Lac-St-Jean;
- > Journée de réflexion sur un programme de coupons nourriciers – organisée par plusieurs partenaires dont l'Association des marchés publics du Québec, la Coalition Poids et le Conseil SAM le 12 octobre 2022 à Montréal.

Pour construire une vision commune sur les SAT, une **tournee des régions** a été réalisée et a permis de faire valoir les enjeux et les besoins locaux, d'être à l'écoute des préoccupations spécifiques à chaque région et de connaître leurs projets porteurs. De juin à octobre 2022, des ateliers, en personne et virtuels, ont rassemblé et mobilisé des acteurs et des réseaux liés aux SAT dans chaque région du Québec.

Les réflexions et les connaissances recueillies dans le cadre de ces activités préparatoires ont été présentées de manière créative et dynamique lors du Forum SAT les 15 et 16 novembre 2022 à Victoriaville.

Le Forum SAT 2022

Les 15 et 16 novembre derniers, plus de 400 personnes de toutes les régions du Québec et de communautés autochtones se sont réunies lors du premier Forum sur les systèmes alimentaires territoriaux qui s'est tenu à Victoriaville. Plus de 300 personnes étaient présentes et près de 100 personnes ont assisté à l'événement en ligne.

L'accès à une alimentation saine, à une production agricole durable et à la concertation territoriale était au cœur des préoccupations des personnes ayant participé à ce grand rassemblement. Le Forum a favorisé une mise en commun des réalités et a ainsi permis de se doter d'une vision commune pour renforcer la sécurité et l'autonomie alimentaire à l'échelle des territoires.

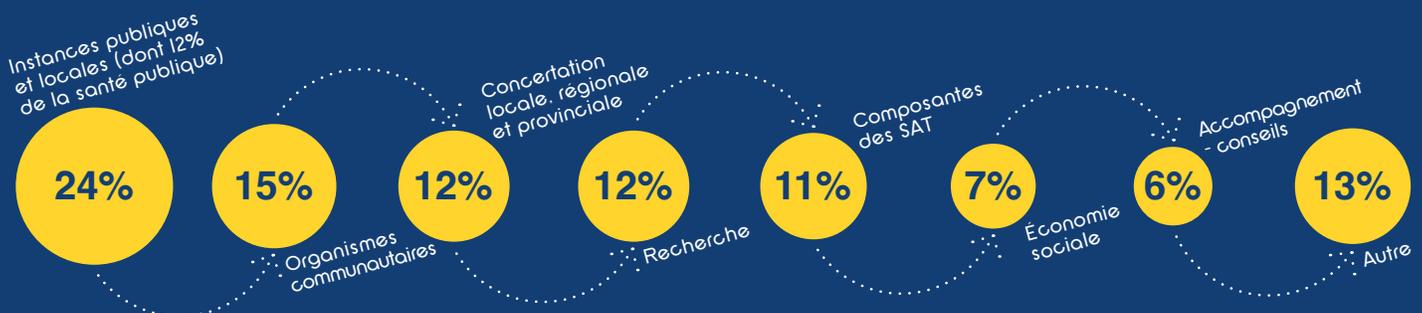
Le Forum SAT aura réussi à rassembler des acteurs des différentes composantes du système alimentaire (production, transformation, distribution, consommation et gestion des matières résiduelles), des représentant-es d'organismes communautaires et de concertation locale et régionale, ainsi que des acteurs de soutien pour les SAT, comme le milieu de la recherche, les municipalités et les instances publiques.

Les chiffres présentés ci-dessous sont approximatifs puisqu'il est fréquent que les activités et les projets des acteurs regroupent plusieurs secteurs ou composantes des SAT. Des personnes qui participaient à l'événement se sont identifiées par leurs activités liées aux SAT (composantes des SAT) tandis que d'autres l'ont fait en

lien avec leur contexte d'action (milieu communautaire, concertation, économie sociale). Les démarches de concertation, aux différentes échelles, sont également souvent multisectorielles.

De plus, la tournée des régions a permis de mobiliser plusieurs représentant-es des instances publiques régionales – ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) – ainsi que des MRC et des municipalités impliquées dans des démarches de systèmes alimentaires sur leur territoire. Le palier provincial de ces instances publiques a également été représenté par des délégations de fonctionnaires. Les projets qui promeuvent de saines habitudes de vie, souvent coordonnés par la santé publique, ont également porté beaucoup d'intérêt pour la démarche du Forum SAT.

Lors du Forum, on a souligné la nécessité de redoubler d'efforts pour rejoindre davantage les acteurs des composantes des systèmes alimentaires territoriaux, et plus particulièrement les producteurs et productrices qui sont à la base des SAT. Depuis la tenue de l'événement, des discussions ont été amorcées avec le secteur de la production et des regroupements de producteurs et productrices impliqués dans une dynamique de proximité dans leur territoire afin d'identifier comment le Forum SAT peut contribuer à faire converger les différents besoins des acteurs et réseaux du secteur de la production.



Un Forum inclusif



Dès le départ, l'un des objectifs du Forum SAT a été la mise en place d'un réseau d'acteurs clés qui désirent travailler ensemble pour favoriser le déploiement de systèmes alimentaires territoriaux plus inclusifs et durables. Il était donc primordial pour l'équipe d'inclure des représentantes et représentants de toutes les régions et communautés du Québec.

La préparation du Forum a permis de réaliser le grand exploit de rassembler des acteurs des 17 régions administratives du Québec ainsi que des personnes issues de plusieurs nations autochtones et de communautés racisées du Québec. Pour assurer leur pleine participation aux activités du Forum, un service d'interprétation en anglais ainsi que la traduction des documents (page web, programmation, déclaration, etc.) dans les deux langues ont été fournis.

Le soutien des partenaires financiers a également permis de favoriser la mobilité et l'accessibilité au Forum SAT. Une dizaine de bourses de déplacement ont été offertes à des personnes provenant des régions les plus éloignées

du Québec, dont la Gaspésie, la Côte-Nord, l'Abitibi-Témiscamingue, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, l'Outaouais et les Laurentides. Le Forum SAT a également offert 2 bourses de déplacement à des personnes du Nord-du-Québec en plus de couvrir leurs frais d'hébergement.

Une collaboration a été établie avec la Table sur la sécurité alimentaire des Premières Nations et Inuit qui, à travers la diffusion de l'invitation au Forum SAT dans leur réseau, a permis de réunir 10 représentantes et représentants de 7 communautés autochtones de différentes régions du Québec : Kawawachikamach, Mashteuiatsh, Obedjiwan, Pessamit, Témiscaming, Wendake et Wôlinak. Une bourse de déplacement incluant l'hébergement a été offerte à chacune de ces personnes. Des relations ont également été établies avec le Réseau pour une alimentation durable (RAD) qui a d'ailleurs profité de la présence de membres des communautés noires du Québec au Forum SAT pour y organiser deux rencontres de leur réseau. Ces rencontres ont contribué à la création du Mouvement pour la souveraineté alimentaire des [Afro-Québécois.es](https://www.afro-quebecois.es).



La programmation du Forum SAT

Les deux journées du Forum SAT ont été animées avec brio par Denis Gagné, journaliste et ancien animateur de l'émission L'Épicerie à Radio-Canada. M. Gagné a guidé les participant-es tout au long de l'événement en partageant son expérience et ses nombreuses connaissances sur les enjeux agroalimentaires au Québec, le tout avec une

touche d'humour bien appréciée par les personnes qui ont pris part à l'événement. Plusieurs activités ont été présentées lors du Forum SAT : présentations, ateliers, panels et plénière. Afin de faire ressortir les apprentissages et les constats de chaque activité, un résumé de chacune d'entre elles est présenté dans les prochaines pages.



- **9h15 à 10h15**
Présentation de la démarche du Forum SAT
- **10h30 à 12h00**
Tournée des régions et premiers constats
- **13h45 à 15h15**
Ateliers thématiques : Bloc 1
- **15h30 à 17h00**
Ateliers thématiques : Bloc 2
- **5@7 aux saveurs du Centre-du-Québec**



- **9h00 à 10h30**
Gouvernance alimentaire territoriale :
trois démarches inspirantes
- **10h45 à 12h15**
Dialogue avec les instances publiques
- **14h00 à 16h15**
Délibération sur les propositions
à porter collectivement

Les constats de la tournée des régions



D'entrée de jeu, pour s'assurer que l'ensemble des participant-es du Forum SAT comprennent bien le contexte d'émergence et les activités qui ont précédé l'événement de novembre 2022, la première demi-journée du Forum a été consacrée à la présentation de l'origine de la démarche, des activités préparatoires ainsi que des principaux constats qui étaient ressortis de la tournée des régions. Certains éléments ayant été présentés en introduction de ce bilan (consultez l'enregistrement [ICI](#)), voici les constats des régions tirés de cette démarche.

De juin à octobre 2022, la tournée des régions a permis de relever les bons coups, les besoins, les enjeux et les conditions de bonne gouvernance des systèmes alimentaires ancrés dans les différentes régions du Québec. Lors du Forum, une synthèse des principaux constats qui sont ressortis de l'analyse des besoins, des enjeux et des propositions de solutions partagés lors de la tournée des régions a été présentée aux participants. Ainsi, certains constats ont été classés selon les cinq composantes

du système alimentaire tandis que d'autres impliquent davantage des facteurs externes, soit le financement, l'aménagement, le transport, la communication et l'environnement. Finalement, plusieurs constats concernent plus spécifiquement les questions de gouvernance territoriale et les conditions désirées pour une bonne gouvernance des SAT.

Voici quelques constats généraux de la tournée des régions présentés lors du Forum.

1) Constats liés aux composantes du SAT

- > Favoriser l'accès à la terre et valoriser le métier d'agriculteur et d'agricultrice.
- > Développer de nouveaux lieux de transformation, entre autres pour les organismes qui pratiquent le glanage.
- > Créer et mutualiser des espaces d'entreposage réfrigérés, congelés et/ou secs afin d'éviter les pertes et de soutenir la mise en marché de proximité et le développement d'une alimentation plus locale.
- > Assurer l'accès à une alimentation saine, abordable et fraîche sur l'ensemble de la province afin de lutter contre les déserts alimentaires.
- > Instaurer des programmes d'éducation alimentaire et culinaire pour les jeunes et moins jeunes, vu le faible niveau de littératie de certains groupes sociaux.
- > Favoriser une plus grande autonomie alimentaire.
- > Mettre de l'avant l'économie circulaire pour réduire le gaspillage et valoriser les ressources utilisées pour la production agricole.

2) Constats liés aux facteurs externes des SAT

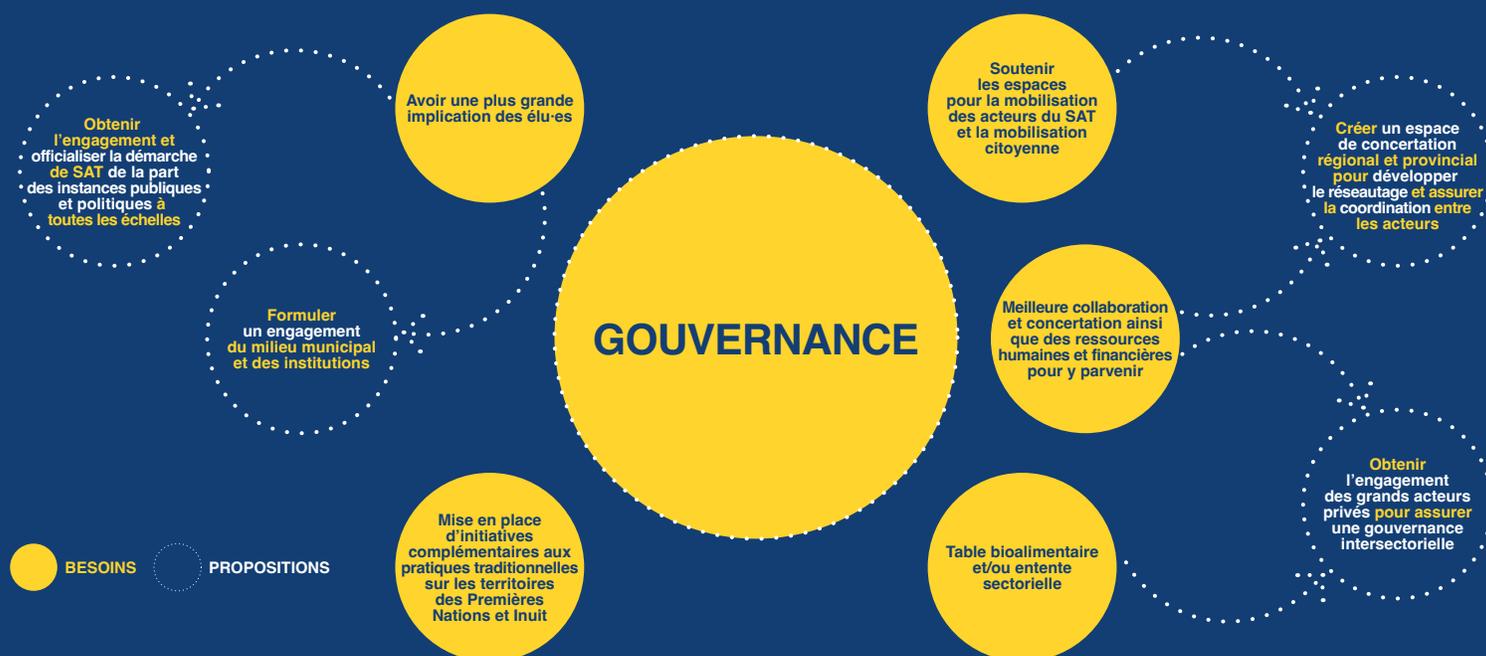
- > Développer des politiques publiques et du financement spécifiques aux régions éloignées pour les soutenir, entre autres, dans leurs enjeux de transport et pour réduire les inégalités entre elles et les grands centres urbains.
- > Revoir le financement afin qu'il soit par mission et non par projet.
- > Favoriser la mutualisation du transport entre les organismes pour améliorer la distribution des aliments frais et sains.
- > Favoriser la communication entre les acteurs des SAT au sein d'une même région ainsi qu'entre les régions et créer des espaces de concertation régionaux et provinciaux pour soutenir la mobilisation et développer le réseautage.
- > Réduire l'empreinte écologique des SAT.

3) Constats liés à la gouvernance

- > Avoir une vision commune et un langage commun lorsqu'on parle des SAT.
- > Adapter la gouvernance des SAT au contexte de chaque région afin qu'ils répondent aux besoins de chaque territoire et que chaque région s'affirme dans l'unicité de leur SAT.

À la suite de cette présentation, un acteur de chacune des régions est monté sur scène afin de présenter leurs spécificités régionales et résumer les affiches régionales des SAT qui ont été exposées lors de l'événement.

Visionnez l'enregistrement de la présentation des constats et des régions [ICI](#).





Retour sur les ateliers thématiques

Neuf ateliers thématiques ont été proposés aux participant·es à Victoriaville afin d'explorer les principales thématiques liées aux systèmes alimentaires territoriaux : la gouvernance, le droit à l'alimentation, la mutualisation, l'économie circulaire, l'alimentation scolaire, les coupons nourriciers, la transition écologique, l'établissement agricole et les serres communautaires dans les communautés nordiques. Chaque participant·e assistait à deux ateliers durant l'après-midi. Chaque atelier privilégiait la même forme : une présentation de la problématique suivie d'une consultation en sous-groupe sur un ou plusieurs enjeux, puis, une fois que chaque sous-groupe avait présenté ses résultats, des conclusions communes étaient établies par les animateurs et animatrices et l'ensemble des personnes qui participaient à l'atelier.

1

Favoriser la mise en place de gouvernances alimentaires territoriales

Organisé par la Table intersectorielle régionale en saines habitudes de vie (TIR-SHV) Mauricie, l'Université Laval, l'Université du Québec à Chicoutimi et Vivre en Ville

Après une mise en contexte sur les principaux éléments de la gouvernance alimentaire, les participant·es ont été séparés en sous-groupes de discussions thématiques en lien avec la gouvernance (financement, municipalités, relations de pouvoir, diversité d'acteurs, vision commune). Dans chaque sous-groupe, on demandait aux personnes de définir les enjeux vécus, les leviers pour faire face à ces enjeux et les pistes d'actions à court et long terme. Voici quelques conclusions qui en sont ressortis.

Les participant·es ont soulevé l'enjeu du financement par projet qui est limitant, du manque de financement pour la concertation et de la lourdeur de la reddition de compte. Comme leviers, il a été identifié que les SAT pouvaient s'appuyer sur les plans déjà en place qui ont du financement, comme les Plans de développement des communautés nourricières (PDCN) et les Plans de développement de la zone agricole (PDZA), mais l'idéal serait que les SAT soient financés et que des moyens d'autofinancement soient développés. Pour renforcer la mobilisation d'une pluralité d'acteurs, il a été soulevé qu'avoir un poste de coordination régionale était utile et qu'un portrait-diagnostic sur la gouvernance des SAT et des acteurs impliqués en son sein permettrait d'établir des constats et de prévoir les prochaines étapes. Des tables de concertation régionale pour les SAT permettraient, à long terme, d'avoir un leadership et de porter la démarche. Pour finir, afin de favoriser la mobilisation et la volonté politique, une vision commune ancrée dans les réalités territoriales serait de mise. Pour y arriver, il a été proposé d'arrimer les planifications stratégiques entre les différents acteurs, de faciliter la collaboration interrégionale par des communautés de pratique et d'adopter une loi-cadre sur le droit à l'alimentation.



2

L'encadrement juridique des systèmes alimentaires : miser sur le droit à l'alimentation

Organisé par le Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ)

Une discussion en atelier sur les quatre composantes du droit à l'alimentation a permis aux personnes présentes de poursuivre ces réflexions. Le premier thème portait sur la disponibilité et la stabilité des approvisionnements. Il a été question de la nécessité de promouvoir la culture alimentaire du Québec; de soutenir la mutualisation des ressources; de protéger/ permettre l'accès à la terre; de la nécessité de valoriser les conditions de travail de l'ensemble des personnes travaillant dans la chaîne alimentaire; d'optimiser les chaînes de distribution des aliments; etc. Le deuxième thème portait sur la durabilité des systèmes alimentaires. Les discussions ont mis à l'avant-plan la nécessité de soutenir la consommation d'aliments saisonniers; de soutenir l'agriculture locale et les approches agroécologiques; de contrer la perte de la biodiversité; d'adopter des mesures pour réduire le gaspillage alimentaire, le suremballage, les emballages à usage unique et l'utilisation de pesticides; et de protéger les territoires de chasse et de pêche des Premières Nations. Le troisième atelier a permis des discussions autour du caractère adéquat des aliments. Parmi les éléments qui ont été mentionnés, notons l'importance de soutenir une offre alimentaire variée et saisonnière; de permettre aux personnes en provenance d'autres pays ou des Premières Nations d'avoir accès à des aliments de leur choix; la nécessité d'offrir des aliments variés, locaux et de qualité dans les milieux institutionnels (écoles, hôpitaux, CHSLD ou autres) ou encore de soutenir la diversité des productions bioalimentaires. Durant le quatrième atelier sur l'accès aux aliments, il a bien sûr été question de la nécessité d'assurer un revenu décent à la population québécoise afin qu'elle puisse se procurer des aliments. La question de la proximité des sources d'approvisionnement a aussi été mise de l'avant, soit par la mise en place de transport collectif ou de mesures pour contrer les déserts et les marais alimentaires.



Des propositions sur le développement de logements abordables ont aussi fait l'objet de discussion, car cela augmenterait le revenu disponible des ménages.

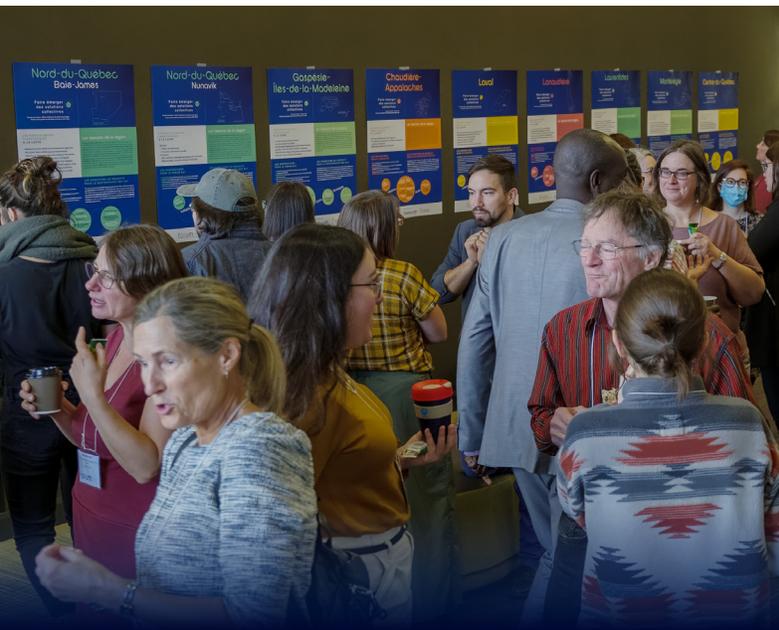
Pour en savoir plus sur la démarche du RCCQ, visitez leur [site web](#).

3

Les pôles logistiques agroalimentaires et les solutions de mutualisation pour augmenter l'offre de produits frais et locaux

Organisé par le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM)

Organisé en collaboration avec ICI COOP, le Collectif Récolte et le Chantier de l'économie sociale, l'atelier a débuté avec un portrait sommaire des pôles logistiques agroalimentaires, de leurs contributions et de leurs enjeux. Les pôles participent de façon significative au développement de systèmes alimentaires territoriaux par une planification de l'offre en produits locaux, une meilleure disponibilité consolidée et une meilleure concertation des producteurs de productrices sur le territoire. L'objectif de l'atelier était de trouver des pistes d'actions innovantes pour contribuer au développement de ces entreprises. Créer un réseau de pôles logistiques agroalimentaires québécois pour favoriser le codéveloppement des pôles et des productrices et producteurs participants, et favoriser les échanges entre pôles pour diversifier l'offre et permettre l'accès à de nouveaux marchés – notamment en permettant de consolider l'offre de plus d'un pôle pour répondre à la diversité des besoins des clientèles – sont des réponses entendues lors de l'atelier.



Une autre piste d'action mentionnée est de mettre en place un financement récurrent spécifique à la mission des pôles qui leur permettra de jouer le rôle d'agent de maillage et ainsi de contribuer à développer l'offre en fonction de la demande et des réalités du territoire. On a aussi fait la remarque de développer des outils favorisant la planification et la cueillette de données sur l'offre et la demande, en plus de consolider les données existantes sur l'offre et la demande au niveau régional. Cela permettrait entre autres de documenter et de communiquer les retombées de ces organisations afin de mobiliser les ressources nécessaires au développement des pôles logistiques. Finalement, en plus des projets de mutualisation des transports, certaines personnes qui participaient à l'atelier ont relevé qu'il serait pertinent d'outiller les pôles afin de leur permettre d'être proactifs dans l'inclusion des acteurs et des clientèles vulnérables.

Pour en savoir plus sur les pôles logistiques en économie sociale, consultez [le portrait sommaire des pôles logistiques agroalimentaires en économie sociale](#) réalisé par le CQCM et ICI COOP.

4

Nourrir tout le monde durablement : les coupons nourriciers pour lutter contre l'insécurité alimentaire

Organisé par l'Association des marchés publics du Québec (AMPQ)

Lors de l'atelier, les participant-es ont déterminé que les grands objectifs d'un programme de coupons nourriciers québécois devraient favoriser l'accès aux denrées produites localement aux personnes en situation de vulnérabilité dans un esprit de démocratisation de l'alimentation locale. Le principe d'autonomie alimentaire sous-jacent à un tel programme devrait offrir une liberté de choix en réduisant la stigmatisation, tout en promouvant une alimentation saine. Cela permettrait également de soutenir les entreprises bioalimentaires locales. Au-delà de la saisonnalité des aliments produits localement, les contraintes énumérées lors de l'atelier touchent principalement à la logistique, au financement, au respect des cultures culinaires et aux mécanismes entourant la distribution et l'utilisation des coupons, bien que ces contraintes puissent être tempérées par les paramètres du programme. Il a été souligné que bien qu'un tel programme doit s'inscrire en complémentarité des réseaux déjà en place, les dynamiques locales et régionales doivent être prises en compte pour mettre à contribution les systèmes alimentaires locaux. Même si les circuits courts doivent être priorités, les participant-es ont souligné que ça ne doit pas être le cas à tout prix puisqu'il faut avant tout nourrir tout le monde durablement.

Pour en savoir plus sur la réflexion d'un comité de partenaires sur la mise sur pied d'un programme de coupons nourriciers, consultez le communiqué de presse [Les Coupons nourriciers : une solution pour lutter contre l'insécurité alimentaire](#).

5

Vers un programme d'alimentation scolaire universel au Québec : atelier de prototypage collectif

Organisé par le Chantier pour un programme d'alimentation scolaire universel au Québec (PASUQ)

L'atelier a commencé par une présentation de résultats préliminaires du Portrait des pratiques de l'alimentation scolaire au Québec et du modèle d'opérationnalisation d'un PASUQ. Par la suite, les participant-es ont travaillé en sous-groupes sur le prototypage de modèles d'opérationnalisation d'un programme d'alimentation scolaire universel au Québec, selon des scénarios précis. Il est ressorti de ces échanges que les écoles doivent être au centre des choix des types de repas et des mesures à déployer pour desservir les élèves et qu'une alimentation scolaire doit être faite dans une perspective de respect de l'environnement et de développement durable. Une alimentation scolaire doit se faire à la fois à l'échelle des Centres de services scolaires et à l'échelle régionale, puisque le système d'alimentation scolaire est lié au système alimentaire de son territoire. Une ressource attirée aux services alimentaires et à la coordination du programme à l'échelle des centres de services scolaires est incontournable; elle faciliterait la gestion à l'interne, mais aussi les initiatives concertées autour de l'alimentation et de la littératie alimentaire. Ensuite, il a été souligné que le choix de services alimentaires communautaires (OBNL ou entreprise d'économie sociale) ou privés dépend majoritairement de l'offre disponible sur un territoire, donc les systèmes alimentaires scolaires seraient différents d'une région à l'autre. Un PASUQ est donc réellement perçu comme un levier majeur en économie locale s'il permet aux acteurs de se coordonner et de contribuer à différentes échelles dans le programme; pour y arriver, il est nécessaire d'avoir une approche interministérielle et intersectorielle afin de mettre en place un programme ambitieux.

Pour en savoir plus sur le programme d'alimentation scolaire universel au Québec, consultez les descriptions du [Chantier PASUQ](#) et du [Collectif québécois pour une saine alimentation scolaire](#).

6

Réduire l'impact environnemental des SAT à travers l'économie circulaire

Organisé par Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS)

L'atelier a débuté par une mise en contexte sur l'urgence de revoir notre système de production et de consommation, notamment en appliquant les principes de l'économie circulaire. Ensuite, les participant-es ont travaillé en petits groupes pour identifier les enjeux environnementaux propres à chacun des maillons de la chaîne alimentaire (production, transformation, distribution, consommation et gestions des résidus) et réfléchir à des solutions pour réduire leur impact. Pour maximiser l'impact des SAT dans une perspective de transition socioécologique, l'économie circulaire apparaît comme un levier essentiel. Celle-ci permet de réduire au maximum l'utilisation de ressources vierges en produisant mieux, en intensifiant l'usage de ce que nous avons (par la mutualisation notamment) et en donnant une nouvelle vie aux ressources (par la transformation, la redistribution, les symbioses industrielles, etc.). Pour y arriver, quelques pistes de solutions ont été soulevées lors de l'atelier, comme caractériser ses produits et procédés; comprendre son écosystème, sa chaîne de valeur; apprendre à connaître les organisations voisines; se poser la question : ai-je un actif (équipement, espace, matière ou expertise) qui pourrait être mutualisé, partagé ou échangé avec une autre organisation? ; repérer les opportunités et les leviers; et identifier les bons partenaires.

Pour en savoir plus sur l'économie circulaire en alimentation, consultez ces [fiches](#) réalisées par le TIESS qui présentent des initiatives en économie circulaire, dont certaines dans le domaine de l'alimentation.

7

Planifier la transition écologique des systèmes alimentaires avec l'approche prospective

Organisé par Chemins de transition

Cet atelier proposait un exercice de prospective pour réfléchir à la transformation du système alimentaire québécois. Dans un premier temps, l'activité a permis aux participant-es d'élaborer une trajectoire pour atteindre dans 20 ans un système alimentaire plus durable et, dans un deuxième temps, d'identifier des stratégies prioritaires à court terme pour mettre en œuvre la transition écologique. Deux étapes clés sont ressorties comme prioritaires. La première consiste à s'assurer que l'alimentation fasse l'objet d'une participation publique et citoyenne à tous les niveaux de gouvernance. La majorité des participant-es de l'atelier ont un pouvoir d'agir sur cet enjeu en intégrant, par exemple, davantage de groupes citoyens à leurs initiatives. L'alimentation est un enjeu social important qui peut devenir un projet de société et il est essentiel de ne laisser personne derrière. La participation publique et citoyenne permet de mobiliser, de sensibiliser, d'ancrer davantage les SAT dans la communauté et de connaître les besoins du milieu. La deuxième étape jugée prioritaire par les participant-es pour la transition écologique est d'augmenter l'autonomie alimentaire des territoires avec le développement de circuits de proximité, en s'assurant que leur empreinte environnementale soit optimisée. Certains leviers sont déjà en place pour l'atteinte de cette étape. De plus, le développement de circuits de proximité est lié à d'autres étapes clés de la transition écologique telles que la mise en place de pôles de mutualisation et le développement de l'économie circulaire. Les circuits de proximité favorisent la réduction du gaspillage alimentaire et des coûts, mais aussi une plus grande connexion entre les acteurs de la chaîne alimentaire en rapprochant notamment les producteurs et productrices des consommateurs et consommatrices.

Consultez la page de [Chemins de transition](#) sur les défis en alimentation et leur [rapport final](#) pour en savoir plus sur leur démarche.

8

Des établissements agricoles ancrés dans les territoires et contributifs à leur vitalité

Organisé par le Centre d'innovation sociale en agriculture (CISA)

Lors de cet atelier, on cherchait à savoir comment les initiatives et les interventions de soutien à l'établissement agricole peuvent aller plus loin dans leurs arrimages avec les systèmes alimentaires des territoires d'accueil. Les enjeux d'accès à la terre et d'établissement sont souvent guidés par des impératifs primaires (accès physique et économique à des espaces cultivables, modèles agricoles viables et rentables dans un contexte de forte capitalisation des fermes et de coût élevé des terres) et on voulait demander aux participant-es ce qui pourrait être fait pour accroître les liens entre les aspirants agriculteurs et agricultrices et le système alimentaire du territoire d'accueil. Trois grands axes ont été abordés lors de l'atelier: l'accueil des aspirant-es et le rôle des incubateurs d'entreprises agricoles; un meilleur accès à la terre par la protection de la vocation agricole des territoires; la viabilité agricole. Dans le premier axe, on mentionnait que des outils pour guider les nouveaux agriculteurs et agricultrices à propos des réseaux, des infrastructures et des indications du PDZA local seraient pertinents. De plus, certaines personnes ont souligné que les incubateurs devraient mieux les accompagner dans la mise en marché et faire des suivis même après les premières années. Dans le deuxième axe, pour améliorer l'accès aux terres agricoles, des participant-es ont suggéré de définancieriser des terres agricoles en créant des fiducies d'utilité sociale agricole (FUSA) et d'en nationaliser d'autres. De plus, il faut mettre un plafond sur la valeur des terres en fonction de leur valeur agronomique. Dans le troisième axe, il a été souligné que les agriculteurs et agricultrices ont besoin d'un salaire minimum garanti et d'une retraite assurée par la création d'une caisse agricole de fonds de retraite, afin de leur garantir un niveau de vie décent.



Pour en savoir plus sur les fiducies d'utilité sociale (FUS), consultez le [guide](#) et la [bande dessinée](#) sur les FUS réalisés par le TIESS.

Pour en savoir plus sur les fiducies d'utilité sociale agroécologique (FUSA), visitez la page de [Protec-Terre](#).

9

Les serres communautaires sont-elles une solution aux enjeux de santé et de sécurité alimentaire des communautés nordiques et autochtones ?

Organisé par le Centre d'innovation sociale en agriculture (CISA)

L'objectif de l'atelier, animé à la fois en anglais et en français, était de discuter des enjeux liés à la mise en place de serres communautaires et de se questionner dans quelle mesure elles répondent aux besoins des communautés nordiques et autochtones en matière de sécurité alimentaire et de santé. Au cours de l'atelier, les participant·es ont discuté de plusieurs questions: à quels besoins répondent les serres? Quelles sont les conditions gagnantes pour la mise en place de ce genre de projets? Quels sont les moyens pour pérenniser les projets? Quelle est la pertinence des serres de type communautaire? À la lumière de l'atelier, les participant·es ont conclu que la mise en place d'un projet de serre pérenne est un processus complexe, mais qui répond à des enjeux d'accès à une alimentation fraîche et saine et pourrait être un vecteur de lien social. Le projet de serres communautaires doit cependant être adapté au milieu nordique et aux cultures culinaires où on souhaite l'implanter. Il ne répond pas à tous les besoins des communautés et nécessite un travail en amont pour mobiliser les communautés autour de projets fédérateurs

et développer leurs compétences en agriculture. Les discussions ont aussi signalé les nombreux défis pour les communautés qui nécessitent une planification rigoureuse et mobilisatrice, des compétences et des connaissances diverses, et des moyens financiers adaptés pour assurer la formation en dépit des aléas et du roulement de personnel. Bref, les serres communautaires peuvent jouer un rôle dans l'amélioration des habitudes alimentaires et le dynamisme des communautés, mais doivent être ancrées dans ces communautés.



Gouvernance alimentaire territoriale : trois démarches inspirantes

La deuxième journée du Forum SAT, le 16 novembre 2022, s'est amorcée avec un panel sur la gouvernance des systèmes alimentaires territoriaux à l'échelle régionale. La discussion, menée par Vincent Galarneau de [Vivre en Ville](#), réunissait Anne-Marie Aubert, coordonnatrice de [Conseil du système alimentaire montréalais](#) (Montréal), Christine Laliberté, coordonnatrice du collectif [Nourrir notre monde](#) (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine) et Sophie Lapointe, coordonnatrice de [Borée](#) (Saguenay–Lac-Saint-Jean).

Les coordonnatrices ont d'abord présenté l'origine de leurs instances de gouvernance alimentaire régionale respectives. Le Conseil SAM provient de la volonté de la Ville de Montréal d'avoir un conseil de politiques alimentaires, le collectif Nourrir notre monde (NNM) a été créé grâce à la mobilisation citoyenne tandis que Borée est née d'une volonté des organismes de reconnaître la fierté régionale de manger local. Le fonctionnement de chacune des instances est tout aussi distinct. Le collectif Nourrir notre monde rassemble les six démarches NNM développées dans chaque MRC de la région afin qu'elles aient une voix plus forte. Le collectif agit donc dans une perspective ascendante, partant des mangeurs et mangeuses pour atteindre l'échelle régionale où siègent les instances publiques. Le Conseil SAM est complètement différent, avec une démarche qui part du conseil en politiques publiques pour répondre aux besoins de la population. Borée se situe entre les deux; l'organisme vient en soutien aux initiatives et aux projets locaux et il rassemble les têtes de réseaux, que ce soit les ministères, la table agroalimentaire ou l'Union des producteurs agricoles (UPA).

Chaque initiative a également évoqué son principal défi actuel et ses bons coups. Pour NNM, la recherche de financement pour maintenir le déploiement du collectif sur le territoire est un enjeu récurrent, mais les projets entrepris localement ainsi que les rencontres mensuelles de sa communauté de pratique témoignent de la mobilisation régionale de la démarche. De son côté, Borée relève que le rôle de la démarche reste à clarifier pour certains partenaires. Il n'est pas question de dédoubler le travail des initiatives dans la région, mais plutôt de soutenir et d'aider au déploiement des projets. D'ailleurs, c'est une grande fierté pour les acteurs du Saguenay-Lac-Saint-Jean d'avoir développé des outils communs, comme la cartographie des acteurs qui permet de rendre compte des dynamiques entre les organisations. Quant au Conseil SAM, l'inclusion de citoyennes et citoyens dans la structure du conseil, particulièrement celles et ceux qui souffrent d'insécurité alimentaire, reste une préoccupation importante. Une des forces du Conseil SAM demeure de mobiliser les instances décisionnelles autour de projets et d'obtenir un

consensus. Selon les panélistes, la clé de leur démarche réside dans la vision commune de leur gouvernance alimentaire territoriale qui permet aux acteurs de se rallier autour d'objectifs communs.

Lors de la période de discussion, une première question portait sur la communication et le rayonnement des organismes de gouvernance alimentaire et des initiatives régionales. De façon générale, ces instances de gouvernance alimentaire n'ont pas de budget alloué aux communications et se positionnent plutôt en support pour faire rayonner les initiatives locales. Une deuxième question abordait la place de l'agroalimentaire et des agriculteurs et agricultrices dans les décisions et les moyens utilisés pour les rejoindre. Les tables agroalimentaires font partie des comités de concertation, mais il faut continuer à approfondir les relations avec elles.

Bien qu'il reste encore du travail à faire sur l'inclusion et la pérennisation du financement de la gouvernance, ces instances de concertation en alimentation prouvent la pertinence d'une gouvernance alimentaire pour déployer les systèmes alimentaires dans chaque région du Québec.

Visionnez l'enregistrement de ce panel [ICI](#).





Dialogue avec les instances publiques

Animé par Béatrice Alain, directrice générale du Chantier de l'économie sociale, le panel de dialogue avec les instances publiques et locales réunissait :

- Horacio Arruda, sous-ministre adjoint de la Direction générale de la santé publique au MSSS;
- Stéphane Bouchard, sous-ministre adjoint responsable des régions et de l'aménagement du territoire au MAMH;
- Geneviève Masse, sous-ministre adjointe responsable du développement durable territorial et sectoriel au MAPAQ;
- Isabelle Lizée, directrice générale d'Espace MUNI.

Ce panel souhaitait créer un espace de dialogue avec certains ministères et les municipalités pour identifier les actions complémentaires que ces instances proposent et voir comment celles-ci s'alignent avec la vision des SAT proposée dans le cadre du Forum. Les panélistes ont d'abord présenté le rôle de leur organisation dans les SAT, qui se traduit soit par des règlements, des programmes et des politiques, soit par des ententes sectorielles ou des démarches. Ils ont identifié certains leviers qui touchent les SAT tels que le Plan d'action interministériel 2022-2025 (PAI2), le Plan de

développement des communautés nourricières (PDCN), la Politique bioalimentaire, la démarche Prendre soin de notre monde et le Fonds régions et ruralité (FRR).

Les panélistes ont ensuite été interrogés sur l'importance de la concertation à l'échelle territoriale et les conditions pour que cette concertation soit pérenne. Premièrement, elles et ils ont assuré que le gouvernement faisait tout en son pouvoir pour avoir une approche qui est en cohésion avec les réalités des milieux, bien qu'il reste du chemin à faire. Certains ont souligné que la reddition de compte est effectivement longue, mais reste nécessaire à la démarche, et que les financements étaient là pour aider à la résolution de problèmes régionaux. Deuxièmement, les politiques publiques évoluent avec les priorités et les enjeux des secteurs auxquels elles s'appliquent et, lorsque les politiques et les plans sont bien structurés, elles perdurent malgré les changements de gouvernement. En fin de panel, les représentant-es des différents ministères et des municipalités ont voulu rassurer le public en soulignant que le gouvernement reste attentif aux besoins et aux priorités des populations et que lorsque les exigences sociétales changent, le gouvernement s'ajuste. La période de questions a quant à elle beaucoup porté sur le financement et le contexte d'inflation actuel, sujets auxquels les panélistes ne pouvaient répondre, n'étant pas de leurs compétences.

Visionnez l'enregistrement de ce panel [ICI](#).

Regard analytique d'un chercheur



Au retour du dîner, Patrick Mundler, professeur en développement rural au Département d'économie agroalimentaire et des sciences de la consommation de l'Université Laval, est venu présenter quelques nuances lorsqu'on parle de systèmes alimentaires territoriaux. Le chercheur a évoqué qu'en effet la situation pandémique des dernières années a mis en évidence les problèmes rencontrés par les systèmes alimentaires et, qu'à la lumière de ces problèmes, une transition s'impose. Celle-ci peut

être petite ou technologique, mais il importe, selon Mundler, que le concept des SAT prenne de l'ampleur, qu'il soit adopté par un plus grand nombre d'acteurs. Il voit le Forum SAT comme un bon moyen pour renforcer les SAT. Il termine en mentionnant quatre défis des SAT : le défi socioéconomique où les agricultrices et les agriculteurs doivent être mieux payés tout en réduisant l'inflation; le défi organisationnel des circuits courts contre le circuit mondialisé; le défi politique – où le SAT ne peut survivre qu'avec la bonne volonté – qui nécessite des moyens financiers et une gouvernance structurante; et le défi environnemental, où local ne veut pas nécessairement dire écologique. Ainsi, le chercheur souligne l'importance de la concertation et de la mutualisation mise de l'avant par le Forum SAT.

Visionnez l'enregistrement de son intervention [ICI](#).

Délibération finale et engagements des partenaires

Pour conclure la première édition du Forum SAT, il était important de susciter l'engagement des organisations et des acteurs présents pour la suite de cette mobilisation. L'animateur Denis Gagné et Nancy Neamtan ont orchestré une délibération durant laquelle les réseaux, les organisations et les régions ont été invités à prendre des engagements pour contribuer au déploiement de SAT inclusifs et durables partout au Québec.

« Voir rassemblées autant de belles personnes qui ont à cœur le développement de nos territoires alimentaires de façon systémique, durable et équitable : c'est grisant et dynamisant. Impatiente de voir les formes que prendront les engagements de chacun (le mien compris) envers les systèmes alimentaires. »

Participante du Forum SAT 2022



DÉCLARATION COMMUNE DU FORUM SAT

Devant l'enthousiasme qui émanait de la foule, 24 personnes se sont présentées au micro afin de prendre un, ou parfois plusieurs, engagement(s) au nom de leur organisation ou de leur région. Des réseaux provinciaux, des démarches régionales ainsi que des organisations de soutien aux initiatives agroalimentaires sont venus à tour de rôle exprimer leur appui à la démarche du Forum SAT et confirmer, devant les acteurs et les réseaux rassemblés, leur détermination à être partie prenante de cette mobilisation.

Cette énergie débordante, sur fond de première tempête hivernale de l'année, s'est ensuite transposée dans l'approbation d'une déclaration commune qui a été adoptée unanimement par les participant-es du Forum SAT. À travers cette déclaration, ils et elles affirment que les collectivités ont un rôle essentiel à jouer pour soutenir la transition socioécologique des systèmes alimentaires et interpellent les gouvernements nationaux pour déployer les leviers financiers, politiques et juridiques afin de soutenir et de pérenniser les SAT partout au Québec, en cohérence et en complémentarité avec les mesures existantes.

Visionnez l'enregistrement de la délibération [ICI](#).



« Félicitations pour cet événement d'envergure!
Je suis très heureuse d'avoir pu y participer en présentiel.
Ce fut très mobilisant et inspirant de rencontrer tous les acteurs qui œuvrent
au déploiement des SAT partout au Québec. Je suis impatiente de voir la suite... »

Participante du Forum SAT 2022

Les retombées et les suites du Forum SAT

Le Forum SAT a suscité une forte mobilisation d'une diversité d'acteurs liés aux systèmes alimentaires territoriaux. À la suite de l'événement, ils ont été nombreux à exprimer le désir de poursuivre cette démarche collaborative et se sont engagés à contribuer activement à sa réussite. D'ailleurs, le fait de rassembler une grande diversité de participant-es pour le Forum SAT est une grande fierté de l'équipe et des partenaires de la démarche. C'est une preuve tangible que le Forum répond à un besoin clair de mieux travailler ensemble; les engagements des partenaires et

la déclaration commune des participant-es en sont des exemples concrets.

Le Forum SAT 2022 aura permis de présenter une première esquisse d'une vision commune des SAT, de mettre de l'avant les réalités et les enjeux de toutes les régions du Québec et de présenter des pistes d'action pour avancer ensemble vers des systèmes alimentaires résilients et durables. Il s'agit d'une première étape pour bâtir et organiser des systèmes alimentaires plus forts qui vont s'adapter aux particularités régionales et aux situations imprévues qui surviendront dans les prochaines décennies. Mais la construction d'un discours cohérent et d'une vision commune représente un défi de taille devant le schéma complexe qui réunit tous les acteurs du système alimentaire territorial, directement ou indirectement. L'espace d'échange et de collaboration créé par le Forum SAT devient d'autant plus important pour rassembler les réalités et les enjeux vécus par chaque secteur du système alimentaire.

Le principal bailleur de fonds, la Fondation Lucie et André Chagnon, a entendu le message des participant-es et des partenaires de la démarche et a prolongé son soutien financier au Forum SAT pour l'année 2023. La poursuite de la démarche permettra de contribuer à la création de conditions favorables pour le déploiement des SAT et de se doter collectivement de stratégies permettant d'arriver à des changements structurels qui auront un impact concret sur les SAT et sur la sécurité alimentaire au Québec.



« Initiative très stimulante et mobilisante!
Il faut maintenir cela car clairement, il y a un besoin et beaucoup d'intérêt! »

Participant-e du Forum SAT 2022

Les priorités pour 2023

En 2023, l'équipe du Forum SAT continue d'être à l'écoute des priorités et des besoins des démarches régionales et des réseaux des SAT. Pour cela, il a été décidé d'orienter les mandats autour de l'ancrage régional et sectoriel, de la promotion et de la reconnaissance des SAT – via nos réseaux de communication et auprès des instances publiques – et d'une réflexion sur la pérennisation du Forum SAT comme outil de convergence et de partage pour l'ensemble du mouvement en faveur des systèmes alimentaires durables et inclusifs. Un plan d'action pour 2023 est en élaboration autour de **trois grandes priorités** qui se concrétiseront par des actions connectées entre elles et coconstruites avec les partenaires de la démarche :

- 1) Maintenir et élargir la mobilisation des acteurs et des réseaux des SAT partout au Québec**
- 2) Développer et mettre en œuvre des stratégies pour promouvoir et faire reconnaître les SAT auprès des pouvoirs publics et du grand public**
- 3) Proposer une structure pour la pérennisation de la démarche du Forum SAT**

Pour la prochaine année, la mobilisation des partenaires qui sont impliqués de différentes manières sera maintenue. Avec la préoccupation de ne pas doubler les efforts, mais plutôt d'être en complémentarité avec les démarches et les projets existants, une présence sera assurée dans les différents comités et groupes de travail qui concernent les enjeux des SAT et qui sont pilotés par nos partenaires. De nouveaux comités de travail seront également créés pour répondre aux besoins identifiés par les partenaires, par exemple avec le secteur de la production, qui a été plus difficile à mobiliser jusqu'à maintenant, ou encore dans la création d'un nouveau mandat de réflexion sur les politiques publiques.

Pour leur part, les acteurs régionaux sont sollicités de nouveau afin de participer à la rédaction et à la validation des synthèses régionales qui seront complétées dans les prochains mois. L'organisation d'activités de réseautage et de partage de connaissances entre certaines régions qui partagent des enjeux similaires est également prévue.

La relation avec les représentants de la Table sur la sécurité alimentaire des Premières Nations et Inuit au Québec et au Labrador se poursuit afin d'inclure leurs enjeux et réalités dans la vision commune des SAT qui continue à se développer. De cette manière, un soutien est offert dans leur démarche interne de création d'un réseau pour la sécurité alimentaire de leurs communautés. Les communautés racisées ont également leur propre démarche de reconnaissance de leurs projets novateurs en alimentation et de leurs enjeux de sécurité alimentaire, démarche qui est suivie grâce aux liens avec le Réseau pour une alimentation durable (RAD).

Dans un souhait d'élargir notre mobilisation, une réflexion est en cours dans le but de définir des stratégies afin de mobiliser davantage certains secteurs qui ont été moins sollicités dans la dernière année. On parle ici surtout du secteur municipal et des instances publiques. Un travail de clarification de leurs rôles dans le développement des SAT sur leur territoire est entamé afin de faciliter la compréhension des leviers existants et à créer. Les liens avec le milieu de la recherche sont également à renforcer afin de nourrir le Forum SAT de connaissances pertinentes et d'appuyer d'éventuelles recommandations sur leurs recherches.

Afin de promouvoir et de faire connaître la démarche du Forum SAT, des outils de communication seront développés. Une personne chargée des communications sera ajoutée à l'équipe et jouera un rôle important dans la mobilisation et le réseautage des partenaires, et dans la diffusion de connaissances auprès de nos partenaires. Un bulletin trimestriel et une présence sur les réseaux sociaux sont prévus. Ce travail permettra d'atteindre un plus large bassin d'acteurs et de réseaux.

Le Forum a démontré la force de la mobilisation sur le terrain et la nécessité de poursuivre les réflexions et les actions en faveur de la création de structures fortes et pérennes. En s'inspirant d'abord d'expériences similaires ici et ailleurs, le Forum demeure un projet mobilisateur qui s'inscrit au cœur d'un mouvement grandissant au niveau national et international en faveur de systèmes alimentaires durables et inclusifs.

Remerciements

LES PARTENAIRES



Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires



LES PARTENAIRES FINANCIERS



forumSAT
SYSTÈMES ALIMENTAIRES TERRITORIAUX